

Arrêté n° PCICP n° 2020293-0001

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société SCARA
Commune de VILLETTE SUR AUBE

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure de respecter les prescriptions
de l'article 10.6 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010
relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais
solides à base de nitrate d'ammonium**

Le préfet de l'Aube,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

.....

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** le décret du 12 juillet 2017 nommant Mme Sylvie CENDRE, secrétaire générale de la préfecture de l'Aube ;
- VU** le décret du 15 janvier 2020 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet de l'Aube ;
- VU** l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 7 janvier 1988 autorisant la société SCARA à exploiter un silo de stockage de céréales à Villette-sur-Aube ;
- VU** l'arrêté n° PCICP 2020275-0004 du 1er octobre 2020 portant délégation de signature à Mme Sylvie CENDRE, secrétaire générale de la préfecture de l'Aube ;
- VU** le rapport du 12 juin 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, relatif à la visite d'inspection effectuée le 2 juin 2020 ;
- VU** la procédure interne PRO-Co-98 de transmission de l'alarme de détection incendie du magasin « engrais sacs », le tableau « Copie de Alarme Scara Seveso Seuil Bas » et le rapport CHUBB n°0071438, transmis par courriel de l'exploitant le 5 juin 2020 ;

- VU** les documents de réponse transmis par l'exploitant par courriel du 26 juin 2020 ;
- VU** le rapport du 29 juillet 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, relatif à la visite d'inspection inopinée du 15 juillet 2020 et aux suites de la visite du 2 juin 2020 pour laquelle l'exploitant devait fournir des compléments relatifs à la redondance de la transmission de l'alarme de détection incendie ;
- VU** la lettre de l'inspection des installations classées transmettant le rapport susvisé auquel est annexé le projet d'arrêté de mise en demeure, transmise par courrier en recommandé avec accusé de réception à la société SCARA, laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations sur ce projet d'arrêté de mise en demeure à l'autorité administrative (préfet et inspection des installations classées) ;
- VU** les réponses supplémentaires de l'exploitant par courriels des 7 et 13 août 2020 et les remarques de l'exploitant sur ce projet d'arrêté de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT qu'il est apparu, suite à la visite d'inspection du 2 juin 2020 et conformément à l'article 10.6 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, que les documents internes susvisés, relatifs à la redondance de l'alarme incendie, n'étaient pas conformes ;

CONSIDÉRANT que ce fait était qualifié comme « susceptible de mise en demeure » dans le rapport de visite du 12 juin 2020 rédigé par l'inspection des installations classées, avec un délai fixé à l'exploitant de 15 jours pour mettre à jour ces documents internes de la procédure de transmission de l'alarme de détection incendie du magasin « engrais sacs » ;

CONSIDÉRANT que les documents de réponse transmis par l'exploitant par courriel du 26 juin 2020 ne démontrent pas la transmission de l'alarme de détection incendie à l'exploitant, y compris hors des heures d'exploitation, afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours, conformément à l'article 10.6 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 ;

CONSIDÉRANT qu'il est apparu alors que la transmission de l'alarme de détection incendie à l'exploitant n'était pas opérationnelle à tout moment ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a choisi de réaliser l'installation d'une centrale de détection « intrusion » avec report de la centrale de détection incendie existante afin de compléter l'appel téléphonique vers une centrale d'appel en cas de non-réponse des personnes mentionnées de la liste, afin de garantir la transmission de l'alarme de détection d'incendie à l'exploitant à tout moment.

CONSIDÉRANT qu'il convient d'encadrer la réalisation de ces travaux dans les délais impartis ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de mettre en demeure la société SCARA de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube ;

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure

La société SCARA est mise en demeure de respecter, dans le délai d'un mois, les dispositions de l'article 10.6 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium.

Le délai prescrit s'entend à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 – Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, à savoir le tribunal administratif de CHÂLONS EN CHAMPAGNE, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex ou par le biais de l'application telerecours (www.telerecours.fr) par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Article 4 - Notification

Le présent arrêté sera notifié à monsieur le directeur de la société SCARA.
Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de VILLETTE-SUR-AUBE et mise à disposition de toute personne intéressée.
Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pour une durée de deux mois.

Article 5 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aube, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ainsi que monsieur le maire de la commune de VILLETTE-SUR-AUBE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

19 OCT. 2020

Fait à Troyes, le

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale,



Sylvie CENDRE